



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

Région Pays de la Loire

Notice d'information du territoire

« AAC de Beaufort en Vallée »

PY_BEAU

Campagne 2025

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « AAC de Beaufort en Vallée » au titre de la campagne PAC 2026. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

Communauté de communes Baugeois Vallée

15 Avenue Legoulz de la Boulaie

49150 Baugé en Anjou

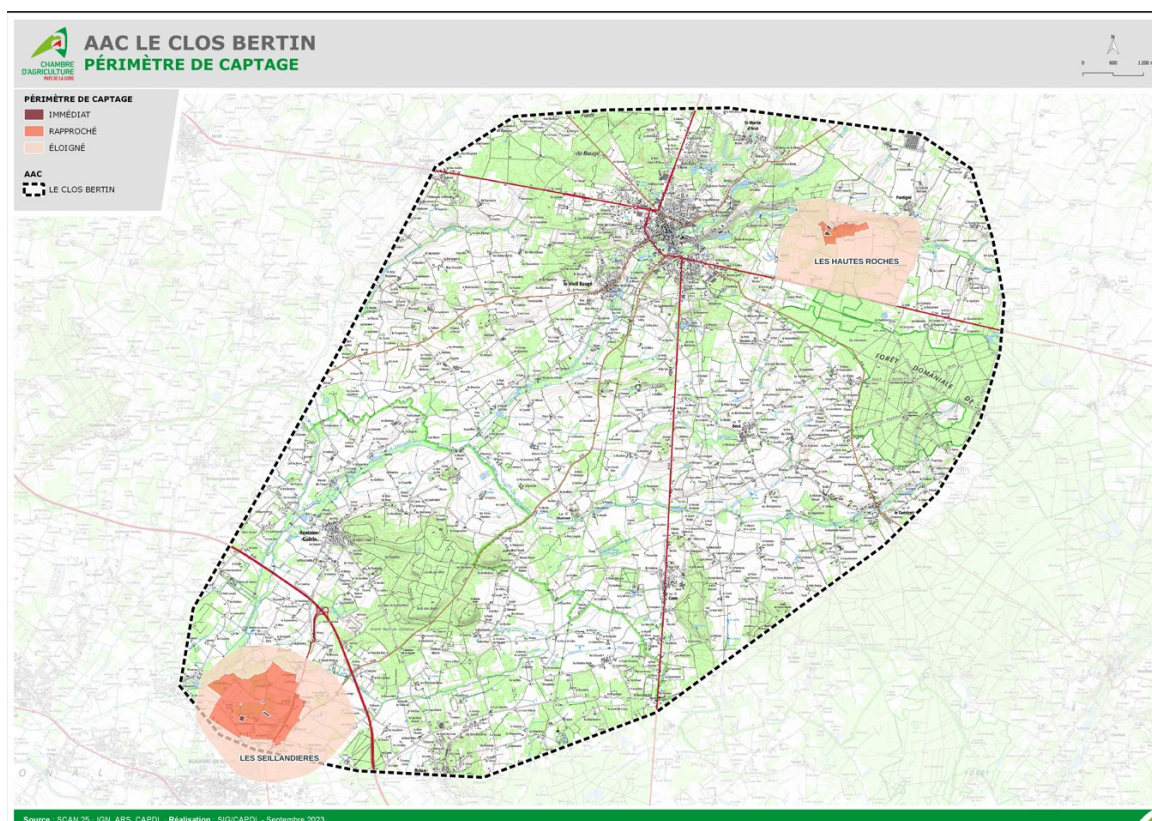
Pierre-Yves CHALOPIN

eau@baugeoisvallee.fr

2 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « AAC DE BEAUFORT EN VALLEE » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Le champ captant est composé de 4 forages qui sollicitent la nappe des sables et graviers du Cénomaniens inférieur et moyen à des profondeurs entre 60 m et 85 m. Ces ouvrages alimentent en eau potable les communes de Beaufort en Anjou, Brion, Cuon, Bocé, et le Guédéniau. En 2022, la population desservie est de 9 700 habitants. Les 2 forages Clos Bertin sont classés prioritaires au titre du Grenelle de l'Environnement car ils présentent une pollution chronique en bentazone (molécule herbicide).

Le périmètre du PAEC correspond à l'aire d'alimentation des captages de Beaufort en Vallée d'une surface de près de 15 000 ha.



Le territoire concerne les communes listées ci-après :

Communes	Numéro INSEE	Inclusion dans PAEC
Les Bois d'Anjou	49138	Partielle
Baugé-en-Anjou	49018	Partielle
Beaufort-en-Anjou	49021	Partielle
Noyant-Villages	49228	Partielle

En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

En ce qui concerne les mesures « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

3 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

La SAU du territoire est de 8 200 ha. L'assolement est composé à 32% de céréales, 30% de maïs, 8% d'oléagineux et 18% de prairies. Ce territoire est majoritairement orienté vers la production de grandes cultures et de semences.

On dénombre 125 exploitations agricoles qui ont au moins une parcelle dans l'AAC. 65 exploitations ont plus de 75% de leur SAU sur le territoire : elles représentent au total 6 000 ha de SAU sur les 8 200 ha.

Pratiques agricoles répandues qui impactent les enjeux identifiés

Les exploitations sont essentiellement orientées vers des systèmes grandes cultures avec de la production de semences. Les rotations ne sont pas toujours très longues et parfois elles sont peu diversifiées ce qui peut entraîner une moindre couverture des sols, un manque d'alternance entre cultures d'automne et cultures de printemps pour casser les cycles d'adventices et réduire la pression maladie.

De plus, lorsqu'il y a des semences, les pratiques agricoles sont peu adaptables car l'itinéraire cultural est généralement encadré par un cahier des charges et les exploitants ont peu de marge de manœuvre pour agir.

Concernant l'élevage, même s'il est peu présent, il s'agit avant tout de le conforter voire de le renforcer pour maintenir les surfaces en herbe du territoire.

Evolutions envisageables de ces pratiques

Le projet du PAEC vise à améliorer la qualité de l'eau, principalement sur le paramètre pesticides en incitant les agriculteurs du territoire à orienter leurs systèmes et pratiques vers :

- la réduction de la pression liée à l'usage des produits phytosanitaires :
 - o par des systèmes plus extensifs et plus autonomes,
 - o par le pilotage et l'amélioration des pratiques de protection des grandes cultures,
 - o par l'implantation de cultures plus économes en intrants sur l'aire d'alimentation des captages.
- la réduction des transferts des produits phytosanitaires :

- par le maintien, voire le développement, de la couverture des sols de l'AAC notamment par une meilleure gestion de l'interculture,
- par l'implantation d'Infrastructures Agro-Ecologiques (haies, mares...) jouant un rôle filtrant et épurateur de l'eau.

La stratégie développée ce PAEC s'inscrit pleinement dans les orientations du contrat territorial Eau 2020-2026 porté à l'échelle du SAGE du bassin de l'Authion notamment en rapport aux thématiques réduction des sources de pollutions et limitation des transferts des intrants.

4 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Le cahier des charges de chaque MAEC intègre une obligation de réaliser avant l'engagement un **diagnostic agroenvironnemental de l'exploitation** (avec un plan de gestion pour certaines MAEC).

Deux types de mesures sont proposés :

- Des **mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation ;
- Des **mesures localisées** qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux plus spécifiques et localisés (biodiversité notamment).

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant en €/ha/an	Niveau de plafond
Terres arables (hors prairies de plus de 2 ans) Cultures pérennes	PY_BEAU_CIFF	Localisée	Mettre en place des couverts d'intérêt faunistiques et floristiques gérés sans fertilisation azotée et sans traitements phytosanitaires	652 €	12 000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_BEAU_HBV1	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	121 €	Niv 1 Evolution : 8 000 € Maintien : 6 000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_BEAU_HBV2	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	177 €	Niv 2 Evolution : 10 000 € Maintien : 7 000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_BEAU_HBV3	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et	233 €	Niv 3 Evolution : 12 000 € Maintien :

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant en €/ha/an	Niveau de plafond
			des nitrates dans les eaux de surfaces.		8 000 €

Pour les MAEC « Herbivores », la progression du taux d'herbe est prise en compte pour la définition du plafond par exploitation :

- le dossier est considéré en « maintien » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 ou la campagne N) est supérieur ou égal au taux d'herbe à atteindre en année 3 ;
- le dossier est considéré en « évolution » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 et la campagne N) est inférieur au taux d'herbe à atteindre en année 3.

Les MAEC sont cofinancées par des crédits européens (FEADER) et nationaux (MAASA, AELB). Les modalités de financement envisagées pour les MAEC 2026 en Pays de la Loire sont les suivantes :

Financier	Part prévue dans le financement des mesures
Crédits européens (FEADER)	80%
Crédits nationaux (MAASA, AELB)	20%

Cette notice d'information du territoire « AAC de Beaufort en Vallée » est complétée par les notices spécifiques à chacune de ces mesures, incluant les cahiers des charges à respecter. L'ensemble de ces notices est mis à disposition sur le site internet de la DRAAF des Pays de la Loire.

5 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des financeurs présentés dans le tableau ci-dessus. Les plafonds sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

6 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Si le budget n'est pas suffisant pour engager tous les dossiers de ce PAEC, les dossiers sont priorisés selon le type de MAEC engagée :

Priorité	Code mesure
A	HBV3 « Evolution »
B	HBV2 « Evolution »
C	HBV1 « Evolution »
D	Biodiversité : CIFF
E	HBV3 « Maintien »
F	HBV2 « Maintien »
G	HBV1 « Maintien »

Si une priorisation est nécessaire dans une catégorie ci-dessus, elle sera établie selon le taux d'herbe dans la SAU en 2026 : plus ce taux d'herbe est élevé plus le dossier est prioritaire.

7 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2026, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2026 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC², en précisant le code de la mesure demandée ;

Pour les exploitations ayant des engagements en cours dans la **programmation 2015-2022**, il convient de le déclarer dans le formulaire de demande d'aide.

Pour les mesures présentant des exigences liées aux effectifs animaux (nombre d'UGB, chargement...), vous devez déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

² Disponible sur Télépac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>